102. pourquoi nous blâmons les militaires

Pourquoi nous blâmons les militaires

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Pourquoi nous blâmons les militaires

Nous blâmons les militaires parce qu'ils contrôlent et occupent en fait illégalement ce pays avec des "forces territoriales" depuis 1863 ---- et vous pouvez tous voir ce que nous avons obtenu en échange de notre soutien sans réfléchir.

Racket à la maison et profiteur de guerre partout ailleurs.

La preuve est dans le pudding. Le voilà.

Cela incombe encore plus aux militaires lorsque vous voyez les dossiers et réalisez que le "DÉPARTEMENT DE DÉFENSE" --- INCORPORÉ, possède et exploite tous les pires délinquants - le NIH, le CDC, la FDA, le FBI, la CIA, le DOJ, et même le Congrès territorial, Inc., leur appartient et leur est exploité en tant que société municipale hébergée dans le district de Columbia.

Donc, toute cette mauvaise gestion est sur eux. La pandémie et tous les décès et mutilations qui en résultent sont sur eux.

La confiscation militaire frauduleuse et illégale de biens américains sous le faux prétexte connu que nous sommes des "combattants ennemis" dans un conflit mercenaire illégal qui a pris fin, pour autant que nous le croyions, il y a plus de cent cinquante ans.

Tout ce "théâtre" et ces blessures sont également sur eux.

L'ensemble de la fraude écossaise à la "Constitution d'entreprise" et son quatorzième amendement et leur utilisation continue de ce régime de fraude pendant plus de cent ans après la faillite de cette entité sont également sur eux.

L'existence des «districts militaires» fabriqués comme base de leur occupation illégale continue de ce pays et de leur oppression de notre peuple via leurs «tribunaux de district militaire» également illégaux et non autorisés constitue une preuve supplémentaire de l'intérêt personnel et de la criminalité et de la criminalité. mauvaise gestion de ces sociétés municipales résidant dans le district de Columbia.

Ces districts militaires et leurs tribunaux étaient censés disparaître une fois que nos tribunaux ont été rétablis dans les États du Sud (Ex Parte Milligan, 1866) et, au lieu de cela, même longtemps après le fonctionnement de nos tribunaux, ces yahoos ont créé de nouveaux "districts militaires" pour eux-mêmes et plus de "tribunaux de district militaires" pour confisquer illégalement, illégalement et immoralement des biens aux Américains moyens sous la couleur de la loi. Voir les actes de leur congrès territorial, mai 1865.

Ensuite, vous vous rendez compte que, comme ils possèdent leur «congrès» territorial, tout ce spectacle de budgets et de lutte pour obtenir ce dont ils ont besoin est un non-sens. Ce n'est rien d'autre que du théâtre et nous avons été le public.

Ensuite, vous vous rendez compte que --- comme ils possèdent leur propre "congrès" territorial, ils ont été des acteurs clés pour que ce "congrès" interprète mal les pouvoirs pléniers sur Washington, DC Clause dans la Constitution fédérale, afin de créer un "indépendant , état de la ville internationale "et l'utiliser comme le prétendu gouvernement civil auquel ils répondent --- la puanteur totale de la corruption frappe.

Leur congrès territorial n'a jamais obtenu les pouvoirs pléniers --- le sous-traitant américain était censé les exercer; et, l'intention et l'étendue de l'octroi du pouvoir plénier étaient de diriger la ville de Washington, DC, en tant que capitale fédérale distincte neutre - pas en tant que cité-État internationale indépendante qui n'a rien à faire ici.

Pas une seule fois aux États-Unis. Les militaires se tournent vers le peuple américain et disent: "Hé, euh, les gars, nous avons un problème ici. Vous êtes censé reconstruire le sous-traitant fédéral américain et nous dire quoi faire."

Pas une fois. En plus de cent cinquante ans, ils ne se sont jamais tournés vers leurs employeurs réels et ont dit la vérité.

Et c'est pour cela que nous leur reprochons, surtout.

Ils voulaient clairement échapper à notre contrôle civil réel, condition permettant à leur Corporation municipale d'exister, et ils ont évidemment échappé au contrôle du gouvernement légal de ce pays.

Maintenant, ces mêmes mécréants veulent nous vendre sur leur "monnaie numérique" et nous disons tous, non, non merci.

En effet, les sociétés municipales résidant dans le district de Columbia ont également retiré toutes sortes de stratagèmes illégaux avec de l'argent, y compris le fait de faire passer leurs I.O.U (NOTES DE RÉSERVE FÉDÉRALES) en tant que «cours légal» sous la force et la contrainte et de ne pas

créditer l'autre côté du grand livre - ce que nous leur avons donné en échange de leurs billets de dette.

Cette "erreur" comptable a créé l'apparition d'une "dette nationale" géante qui n'a jamais existé, puis ils ont facturé des "intérêts" sur cette dette inexistante, puis, au bout du compte, ils ont mis en faillite l'un de leurs de nombreuses franchises de la Municipal Corporation et commis une fraude en matière de faillite en affirmant que cette dette inexistante et ses faux intérêts étaient notre dette.

Ce n'est pas notre dette. C'est une dette qui nous est due, dans la mesure où elle a jamais existé.

Franchement, la monnaie numérique peut disparaître trop facilement, et elle peut être utilisée pour faire face à un autre système "quelque chose pour rien" trop facilement, et pire encore, elle peut être utilisée pour créer une matrice de surveillance de commandement et de contrôle qui peut être manipulée politiquement pour arbitrairement nier notre droit fondamental à la vie privée et notre droit d'acheter, de vendre et d'échanger. Non, nous ne désirons ni n'en avons besoin et nous ne paierons pas pour cela, ne lui permettrons pas de fonctionner sur notre sol ou d'être déformés comme tout ce que nous avons approuvé ou préconisé.

La réponse est: "Non, et cela signifie qu'il n'y a plus de monnaie numérique et plus de script militaire qui soit qualifié de" monnaie légale."

Rien qui cherche à convertir un droit en privilège ne sera respecté. Ce n'est dans notre contrat avec aucune de ces sociétés municipales et nous sommes offensés qu'ils continuent d'essayer toutes ces exécutions finales et ces changements et de s'empiler sur des "services" supplémentaires que nous n'avons jamais demandés ou commandés.

Nous ne sommes pas ceux qui ont titrisé illégalement la chair vivante. Ce n'est pas nous qui avons substitué illégalement et illégalement "un" président au président. Nous n'avons pas géré le plus grand programme de blanchiment d'argent de l'histoire de l'humanité. Nous n'avons pas fabriqué un système financier incompétent et malhonnête. Nous ne sommes pas coupables de fraude, de racket ou de profit de guerre, de fraude à la faillite ou de toute autre chose.

Ces sociétés municipales résidant dans le district de Columbia et dans d'autres soi-disant «enclaves» du monde entier, comme le Global Federal Reserve Banking System blotti dans leur propre enclave privée en Suisse ----- sont coupables de tout cela et plus encore.

Surtout, nous ne sommes pas l'objet du commandement et du contrôle de ces sociétés municipales. Ils sont plutôt l'objet de notre commandement et de notre contrôle.

Ils peuvent prendre leur XRP et tout le reste de leur monnaie numérique gobbledygook et QFS le bafouer et le pousser, et cela vient directement de la Fédération des États non constituée en société. Nous souhaitons un système transparent simple pour restituer des crédits prépayés aux victimes de toute cette chicane et un système de trésorerie basé sur les actifs réels qui utilisent la comptabilité de transport. Nous l'avons construit pour nous-mêmes et pour que nos militaires l'utilisent désormais.

C'est peut-être de la vieille école, mais c'est honnête et ça marche.

Ces sociétés municipales résidant dans le district de Columbia sont celles qui doivent être surveillées et surveillées et tenues à l'écart des poches des autres. Pas nous. Nous ne sommes pas les criminels responsables de ce tas de fumier de chien fumant. Elles sont.

Lincoln n'avait pas le pouvoir d'émettre des ordres aux militaires. Une fois qu'il s'est fait passer pour "un" président --- au lieu d'être le président --- il agissait dans la fraude, une fraude qui a laissé les sociétés municipales du district de Columbia et leurs employés opérant sans surveillance du gouvernement civil actuel de cette pays. C'était de la fraude et c'était illégal et illégal même à l'époque, au début.

Toutes les sociétés municipales actuellement existantes dans le district de Columbia et leurs franchises opérant sans autorisation à travers les États-Unis ont été entachées par cette fraude fondamentale contre leurs employeurs et par leurs propres actions depuis.

Nous souhaitons que toutes les sociétés municipales qui résident dans le district de Columbia soient liquidées, y compris les exemples militaires de la même chose. Ils sont tous criminellement mal gérés dans le cadre d'un contrat de fiducie et de service depuis plus de 150 ans.

Nous souhaitons que ces organisations criminelles sans fin soient fermées et / ou transférées et transitions dans le cas de nos besoins réels de défense.

Nous souhaitons que tous les territoires et les actifs territoriaux de ces sociétés municipales incriminées nous soient restitués car ce sont nos biens en vertu du droit international. Ils n'appartiennent pas maintenant et n'ont jamais appartenu à aucune société municipale. Ils appartiennent aux États-Unis, pas aux États-Unis. Et c'est la bonne nomenclature depuis 1851.

Si les auteurs de ces programmes n'arrêtent pas immédiatement toutes les injections d'ARNm de toutes sortes, pour nous et pour nos animaux, ils entreront dans l'histoire en tant que force criminelle de mercenaire qui a attaqué leurs employeurs et leur propre peuple chez eux. Eux et leurs uniformes seront soumis à la honte éternelle et à l'infamie --- et ils le mériteront.

Ce sera également une autre marque très noire contre les directeurs d'exploitation de ces sociétés municipales: qui voudraient jamais faire affaire avec n'importe quel fournisseur de services municipaux, quand ils pourront voir comment nous avons été "servis" par ces fraudeurs, volés, maltraités et déformé? Et même maintenant, assassiné et mutilé sans raison, par des sociétés municipales agissant sous la couleur de la loi?

La Chine devrait être folle de faire des affaires avec ces sociétés, tout comme l'Ukraine, tout autre pays aussi. L'occupation illégale de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de l'ancien Commonwealth et de la plupart des pays d'Europe occidentale et du Japon par les soi-disant "forces territoriales" parle d'elle-même, tout comme leur comportement illégal et immoral au Moyen-Orient. Attaquer la Syrie et la Libye sous de faux prétextes n'est qu'un exemple de l'empire maléfique réel - l'empire territorial britannique - qui a bénéficié de ces sociétés municipales anarchiques hébergées dans notre district de Columbia.

Ces sociétés municipales résidant dans le district de Columbia et dans d'autres "enclaves" du monde entier sont devenues célèbres pour leur ingérence prédatrice et leur intérêt personnel dans tous les cas, de l'Angola au Venezuela et au Zimbabwe, forçant des changements de gouvernement, vendant des armes aux deux côtés de chaque conflit, imposant à d'autres gouvernements d'autoriser des activités criminelles dans leur pays, dépouillant les ressources naturelles d'autres pays, et tout cela s'ajoute à ---- personne ne leur fait confiance et personne ne veut faire affaire avec ces crétins. Et pourquoi devraient-ils?

Ce sont des sociétés municipales étrangères hébergées dans le district de Columbia, prétendument, elles sont ici pour remplir nos contrats constitutionnels avec leurs directeurs --- sauf qu'elles ont fait tout leur possible pour se soustraire à leurs obligations réelles et ont plutôt cherché à frauder, piéger et déformer leurs employeurs.

Nous blâmons les États-Unis. Militaire pour toutes ces escroqueries, malversations, fausses déclarations, mauvaise administration et criminalité pure et simple, car ils possèdent et font des bénéfices des organisations qui en sont responsables.

Nous leur reprochons d'avoir pris les ordres d'artistes frauduleux, à commencer par Abraham Lincoln, au lieu d'arrêter les mécréants trahisons - les militaires les ont mis au pouvoir.

Nous blâmons les militaires d'avoir remplacé les fausses "élections" des entreprises à nos élections publiques et de ne rien faire pour informer, soutenir, aider ou défendre leurs employeurs réels.

Nous les tenons pour responsables de l'occupation illégale de ce pays pendant 160 ans --- et du racket contre nous et de nous confisquer illégalement des biens, des civils innocents, tout le temps.

Nous les blâmons pour leur part dans toute la litanie d'activités illégales menées par ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et leurs franchises non autorisées dans nos États.

Nous blâmons l'armée américaine pour la dissimulation qu'elle s'est fournie, les mensonges qu'elle a racontés au peuple américain, la misère qu'elle a causée au pays et à l'étranger sans raison perceptible, mais pour accumuler plus d'argent et un contrôle plus oppressif sur populations civiles.

Nous les blâmons d'avoir menti et d'avoir dit que nous étions "absents" --- et nous observons qu'ils n'ont eu aucun mal à nous trouver après qu'ils nous aient délibérément mal identifiés dans le cadre des citoyens territoriaux et municipaux et ont trafiqué nos bons noms dans leur juridiction étrangère.

Nous blâmons l'armée américaine d'avoir siccé ses propres employés municipaux, comme le FBI sur nous, et d'avoir enseigné à ces ignorants de nous appeler des "citoyens souverains" et d'avoir prétendu que nous sommes le problème, quand cela va de soi, ce sont eux qui est arrivé hors piste il y a longtemps.

Nous les blâmons parce que toutes ces mêmes personnes et sous-traitants étaient censés nous protéger contre "tous les ennemis étrangers et nationaux" et être payés tout le temps pour le faire. Je suppose qu'ils ont commodément oublié la partie nationale - à leur égard - de cette obligation.

Et maintenant, nous souhaitons que les sociétés municipales du district de Columbia soient liquidées et / ou transférées et transférées à notre contrôle direct sans plus d'affaires de singe. Nous revendiquons chaque peso-valeur de tout ce qu'ils ont volé, exploité et traité comme des fonds de pension "fédéraux", des fonds d'investissement public, etc.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:35 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:35 UTC by Bee